



Algérie: son anthropologie, espoir de paix, ses guerres et bombes dans la Loi des finances 2022

Par [Cherif Aissat](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2021

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

C'est sur la dignité des Algériennes et Algériens pauvres civils ou militaires et de la bénédiction de Dieu qui les couvrent qu'il faudra compter pour maintenir l'intégrité de la patrie Algérie.

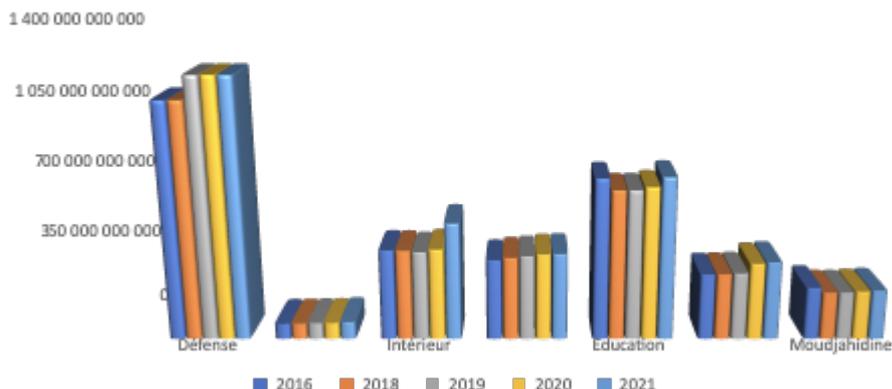
Du fait de l'illégitimité politique et de la dépatiotisation de la décision publique tant politique qu'économique, sera hitlérienne l'autodestruction imposée à l'Algérie par la privatisation de l'État au profit de ses puissances locales et à son écrasement au profit des puissances étrangères en tête desquelles il y a celle qu'incarne le roi de France et de ses colonies africaines, le président Emmanuel Macron.

Cette autodestruction ne sera freinée que par la remise en force de son anthropologie faite de son amazighité et de ses autres attributs qui serviront de nouvelles espérances pour la paix et développement socioéconomique.

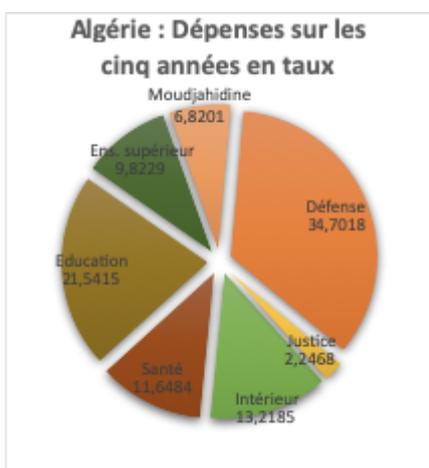
Sans les facteurs précités, à moins de deux mois du vote de la loi des finances 2022 par des députés et sénateurs eux aussi illégitimes du point de vue vote populaire et de son exécution par un gouvernement et administration totalement passives devant les organisations internationales, les sauvageries et cruautés qui sont programmées dans cette loi et absentes de tout débat populaire et de l'information lamineront une nation déjà exsangue.

L'évacuation de cette loi des finances de tout débat et discussion est réussie par la sélection stricte par le disloqué état-major de l'armée algérienne des agents chargés de s'exprimer publiquement pour vendre de sa mise en œuvre et de la répartition des tâches sur les divers véhicules de l'information y compris ceux dits alternatifs.

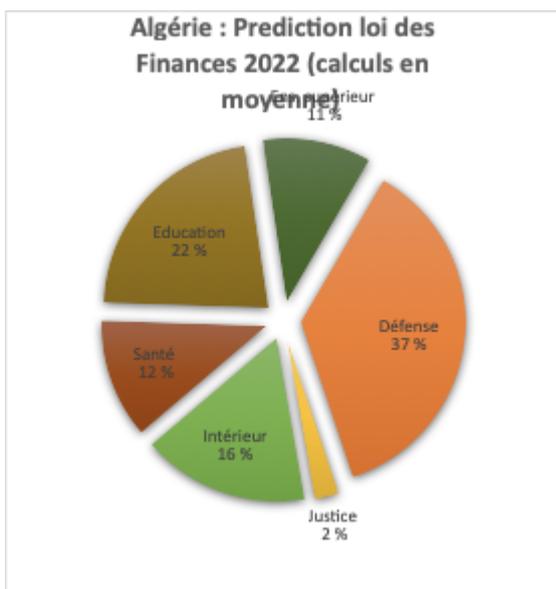
Algérie : Lois des finances de 2016 à 2021 groupées par fonction



Source : JORADP. Journaux officiels de l'Algérie. <https://www.joradp.dz/HFR/Index.htm>



Sur la base de ces chiffres, quelques facteurs de la situation financière internationale de l'Algérie, des pressions d'États étrangers, ceux de l'Union européenne étant les plus actifs, qui exigent sa soumission, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, une prédiction partielle de la future loi des finances est ébauchée.



La célébration du déclenchement de la guerre de libération de 2021 et la dépatrisation

Dans la tradition postindépendance de la célébration du 1^{er} Novembre 1954, jour du déclenchement de la guerre de la libération nationale à partir des Aurès, région amazighophone orientale de l'Algérie, et en plus des festivités locales, cette célébration a deux éléments centraux : l'exécution de l'hymne national dans sa version intégrale par la garde républicaine et la grâce pour certains détenus. Pour cette année, ni le premier ni le second n'ont été à l'honneur. Pour l'hymne national, il est à douter qu'un accord secret ait été signé avec la France qui interdit la scansion des quatre (4) vers qui la rendent explicitement coupable de ses crimes contre l'humanité en Algérie. Pour l'occultation de la grâce de certains des innocents manipulés qui ont participé aux manifestations lancées à partir de février 2019 ainsi que les activistes pour l'indépendance et/ou l'autonomie de la Kabylie, elle demeure un instrument à triple fonction : contrer les velléités des autres Algériens qui veulent aller dans le même processus, maintenir la pression sur les populations en augmentant leurs divers stress et passer, justement, la loi des finances loin de l'intérêt populaire. En plus, il y aurait probablement un élément de psychologie du pouvoir : occupé par ses dissensions, luttes de groupes et dépourvu d'intelligence, les gestionnaires de l'État sont incapables de prendre de la hauteur pour saisir des opportunités de propositions venant d'autres parties.

Le syndrome du sous-développement et les chocs de la loi des finances sur une démographie en déclin

Les expériences dites d'ouverture de l'Algérie sur le reste du monde, les programmes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international sont les preuves de la douleur des sujets algériens et du recul dans le développement du pays.

Le syndrome du sous-développement est caractérisée par la peur du théoricien et de l'expert étrangers. Dès qu'ils se prononcent sur le sort des Algériens, leurs mots sont bus. Faute de répondants nationaux patriotes, la nation algérienne, par accoutumance au sous-développement et peur de s'engager dans des défis qui exigent des sacrifices comme ceux de leurs libérateurs, subit les conséquences de leurs ordres. Quand sa douleur devient insupportable, elle se révolte et obtient la répression et violence de la part de dirigeants qui s'autoproclament et s'autodésignent comme tels parce qu'ils sont sous diverses pressions étrangères de type financier comme une crise d'illiquidité ou pire encore d'insolvabilité de l'État et menaces de type judiciaire avec des procès devant des juridictions étrangères qu'elles soient nationales ou internationales.

Au lieu d'être, de redevenir une force, comparée aux marocaine et tunisienne, la démographie algérienne est en déclin comme le montre les rapports de croissance tout en signalant une légère nuance entre les volumes des populations algérienne et tunisienne. Il est utile de rappeler que la Chine a autorisé le troisième enfant parce qu'elle est hantée par le cauchemar de perdre quelques centaines de millions de ses habitants et que la pire crainte du Japon est de vivre avec une population inférieure à cent millions d'habitants.

Le déclin démographique de l'Algérie est l'un des enjeux stratégiques de l'Ouest pour contrer sur le long terme les baisse et vieillissement de ses propres populations, une de ses principales faiblesses.

Démographie						
Année	Populations			Croissance annuelle		
	Algeria	Morocco	Tunisia	Algeria	Morocco	Tunisia
2016	40 551	35 126	11 304			
2017	41 389	35 581	11 433	2,07	1,30	1,14
2018	42 228	36 029	11 565	2,03	1,26	1,15
2019	43 053	36 472	11 695	1,95	1,23	1,12

Source : Division population des Nations-Unies. Conseil économique et social.

Rapports de croissance de l'Algérie respectivement au / à la *				
Année	Maroc		Tunisie	
	Population	Croissance	Population	Croissance
2017	1,163	1,595	3,620	1,811
2018	1,172	1,610	3,651	1,756
2019	1,180	1,589	3,681	1,738

* Nos calculs

Les chocs de la loi des finances de 2022 sur la nation algérienne

Traités dans plusieurs publications précédentes, les rappeler suffit : tarification de l'acte médical, capitalisation des pensions de retraites, suppression des subventions, introduction des frais de scolarité, dépénalisation de l'acte de gestion pour rassurer les marchés financiers dans l'introduction du hedging (spéculation et prise de risque), dévaluation monétaire, préparation de la convertibilité au moins partielle à terme du dinar, privatisation des entreprises économiques et financières, dégroupage de la boucle locale en téléphonie, privatisation des autoroutes et de la distribution du carburant, introduction simplifiée et accélérée des capitaux étrangers dans l'agriculture dans le désert algérien, ouverture avec facilitation pour la prédation des ressources naturelles non renouvelables y compris les marines comme les pêcheries (fisheries) et le pétrole offshore, désengagement rapide et progressif de l'État dans les politiques sociales pour justifier le caractère d'additionalité dans les investissements et prêts étrangers.

Toujours à cause du syndrome du sous-développement, l'État algérien fait dans le rejet systématique des propositions simples, efficaces et conformes à la nature sociologique de la nation algérienne faites par des Algériennes et Algériens. C'est ce qui fera que le 1 janvier 2022 sera le début d'un nouveau cauchemar pour l'Algérie qui sera mesuré par le niveau de violence qui explosera et la chute de toutes les performances du pays comme l'indice de développement humain.

Année	RNB par habitant		Taux de change du dinar	
	Dzd (LCU)	\$ U.S (Current \$)	Calculé	Sur les marchés
2015	451 486,50	4 177,89	108,0657	
2016	456 477,73	3 946,49	115,6667	121,2016
2017	453 049,52	4 109,72	110,2385	125,8535
2018	449 376,76	4 154,00	108,1794	138,0463
2019	444 291,74	3 975,51	111,7571	133,6912

Sources : Banque mondiale pour le Revenu national brut par habitant (RNB) et source américaine pour le taux de change du dinar sur les marchés internationaux : (voir source [ICI](#))

Dépense moyenne par habitant (Dzd)				
Année	Défense	Santé	Education	Ens. supérieur
2016	28 149	9 550	19 232	7 857
2018	27 578	9 671	17 498	7 727
2019	29 718	9 640	17 144	7 667
2020	29 135	9 669	17 161	8 627
2021	28 569	9 539	17 916	8 608

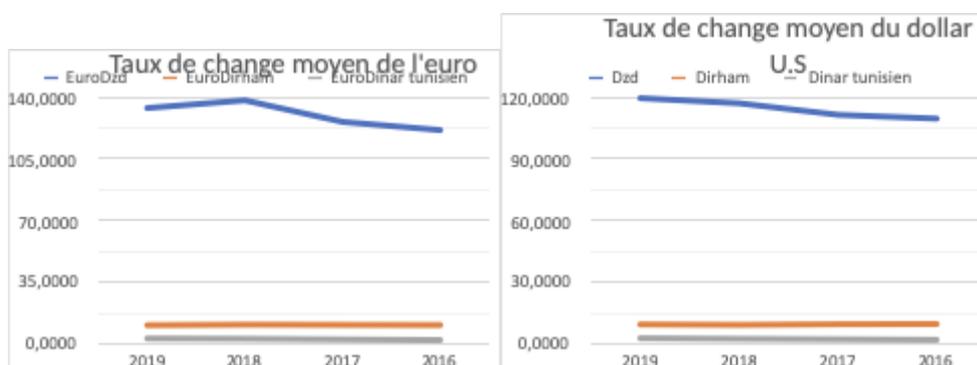
Les députés, les sénateurs, le Conseil constitutionnel, les droits humains et l'économique

Le massacre du 1^{er} Janvier 2022 sera voté et mis en œuvre avec des lois qui à coup sûr seront identiques par la simplicité et l'opacité à celles de la Zone de libre-échange continentale africaine. Parmi cette masse d'élus et désignés qui lèveront leurs bras et les fonctionnaires-magistrats du Conseil constitutionnel chargés de vérifier leur conformité peu maîtrisent les théories économiques et politiques qui les supportent, leurs conséquences sociales et les risques que court le pays pour sa propre stabilité et celle des voisins.

Sous l'actuel régime autoritaire de l'Algérie, la réponse sera dans la facilité. Toutes les lois seront avalisées et c'est à l'état-major de l'armée de gérer, manipuler et coordonner la violence nécessaire au gouvernement pour les imposer et satisfaire les ordres reçus.

Concrètement, des exemples décrits en coup de vent

Dans une forme, approximative certes, de destruction et création développée par Joseph Schumpeter ou de **décroissance positive** de la durée de travail, au lieu de baisser les salaires pour créer de l'emploi, c'est l'impôt sur le revenu global qui a été diminué, laquelle diminution alimentera l'inflation et sera un crétin incomplet tout économiste du FMI ou de la Toulouse School of Economics qui dira que l'inflation, dans ce cas, n'est pas monétaire, laquelle s'ajoutera à celles liées à la **dévaluation** du dinar et aux effets de la faible productivité économique de l'Algérie. Le 1^{er} Janvier 2022, avec toutes les augmentations qui leur tomberont sur leur tête, des Algériens habitués à la surdité des autorités supplieront le bon Dieu et tous les saints d'Algérie de faire annuler cette baisse de l'impôt et demander la baisse des salaires.



Nos graphiques à partir des [données internationales](#) :

Classe	Sal. Inf	Sal. Sup	Ecart	Sal. Moyen	Réduction			Salariés	Réduction	Emplois possibles *
					Taux	Baisse	Nouv. Sal. Moy.			
50-100	50,00	100,00	50,00	75,00	1,50	112,50	7 387,50	600 000	67 500 000	9 137
101-160	101,00	160,00	59,00	130,50	1,80	234,90	12 815,10	400 000	93 960 000	12 719
161-260	161,00	260,00	99,00	210,50	2,10	442,05	20 607,95	700 000	309 435 000	41 886
261-380	261,00	380,00	119,00	320,50	2,55	817,28	31 232,73	750 000	612 956 250	82 972
381-520	381,00	520,00	139,00	450,50	3,00	1 351,50	43 698,50	200 000	270 300 000	36 589
521-670	521,00	670,00	149,00	595,50	4,50	2 679,75	56 870,25	150 000	401 962 500	54 411
671-830	671,00	830,00	159,00	750,50	6,00	4 503,00	70 547,00	100 000	450 300 000	60 954
831-1100	831,00	1 100,00	269,00	965,50	9,00	8 689,50	87 860,50	75 000	651 712 500	88 218
1101-1400	1 101,00	1 400,00	299,00	1 250,50	15,00	18 757,50	106 292,50	55 000	1 031 662 500	139 650
1401-1800	1 401,00	1 800,00	399,00	1 600,50	22,50	36 011,25	124 038,75	45 000	1 620 506 250	219 368
1801-2300	1 801,00	2 300,00	499,00	2 050,50	30,00	61 515,00	143 535,00	30 000	1 845 450 000	249 807
2301-2900	2 301,00	2 900,00	599,00	2 600,50	39,00	101 419,50	158 630,50	21 000	2 129 809 500	288 299
2901-3600	2 901,00	3 600,00	699,00	3 250,50	48,00	156 024,00	169 026,00	15 000	2 340 360 000	316 800
								Total	11 825 914 500	1 600 801

(*) Emplois potentiels avec le plus bas salaire moyen

La définition des classes de salaires et les chiffres ci-dessus (taux, nombre de salariés par classe) sont à des fins d'illustration.

Les deux graphiques ci-dessus montrent le mortifère taux de change du dinar comparé à ceux du dinar tunisien et dirham marocain par rapport au dollar américain et à l'euro, la distance qui sépare la courbe du dinar de celles des autres monnaies montre la dépatiotisation de l'État algérien à travers sa politique monétaire ainsi que le manque de coopération des États de l'Afrique du Nord.

Le logement social et son business

Le logement, un bien de luxe en économie et un droit humain social, est une préoccupation de la majorité des Algériens. Soumis à spéculation, il a fait l'objet d'une loi qui viole celles du marché libre et capitaliste que l'État a adoptées sous la pression étrangère.

« [L]es logements du secteur public locatif à caractère social financés sur concours définitif du budget de l'État sont inaccessibles à compter du 31 décembre 2022”.

En précisant « financé sur concours définitif », la loi exclut les classes nanties qui ont bénéficié de lots de terrain et de financements par les établissements parabancaires. Cette loi condamne les acquéreurs de ce type de logement à l'immobilité et viole leur droit à s'établir là où elles le souhaitent sur le tout territoire du pays. En instaurant une taxe de 60% et 50% sur la valeur de cession de toute habitation sur les deux parties, l'État récupère toutes ses mises bonifiées par l'inflation, peut (doit) exiger une transaction bancaire pour vérifier l'origine des fonds, mettre au point une banque de données sur la traçabilité des propriétés mises sur le marché et ainsi contrer les prête-noms et autres indus free-riders dans le logement social.

La pêche, les ressources naturelles communes, la souveraineté sur le territoire, les droits de l'homme et leur marchandage

La pression de l'Espagne sur l'Algérie et ses eaux territoriales qui remonte à quelques années déjà a donné ses résultats favorables au premier pays et défavorables à l'Algérie. Avec corrélation et sans causalité formelle, l'Algérie a obtenu l'extradition d'un activiste algérien en attente de l'obtention de son statut de réfugié en Espagne qui dénonçait les abus d'autorités d'autres Algériens. La gain de l'Espagne sera suivi des mêmes démarches de l'Italie.

Décomposition des pressions espagnoles sur l'Algérie et le futur mimétisme italien

Les contradictions juridique et normative : si d'un côté, l'Algérie a décidé de rendre licite le commerce informel des fruits et légumes en autorisant les productions domestiques à être écoulées dans les marchés publics, elle a interdit le commerce à la criée dans les ports de pêche des artisans algériens dans ce secteur en arguant l'ouverture de marchés publics spécialisés où s'exercera le contrôle des prix. Pendant ce temps, la France et le Royaume-Uni sont en guerre justement sur les licences et quotas de pêche.

La perte de souveraineté de l'Algérie sur son territoire maritime : le droit maritime international définit les zones économiques exclusives pour chaque pays détenant un littoral. La distance entre les ports de Beni Saf (Algérie) et Almería (Espagne) est de 122.1 miles (196.4 km). En enlevant l'espace maritime international, sachant qu'une zone économique exclusive d'un pays peut avoir une longueur de 200 miles, que restera-t-il aux deux pays et dans quelle position négociera sa petite diplomatie ?

L'Algérie, le Maroc, l'Espagne et Blackrock : la stupidité du Maroc et de l'Algérie fait le bonheur de l'Espagne et de Blackrock, un fond de fonds de pension réputé américain omniprésent dans les trois pays. Blackrock est actionnaire dans Medgaz. Avec la crise entre deux pays, deux nations que sont le Maroc et l'Algérie qui ont tous les atouts pour s'entendre, c'est le contraire qui s'est produit. En se privant du morceau qui traverse le Maroc, le gazoduc Medgaz sera sollicité pour compenser les pertes liées sur le territoire marocain aux ventes algériennes pour l'Espagne. La mollesse des réactions marocaines et la nervosité des (réactions) algériennes bénéficieront à Blackrock qui imposera ses nouvelles conditions parmi lesquelles il y aura probablement la convertibilité du dinar pour prendre les pensions de retraite algériennes une fois la décision de leur capitalisation en marche.

Après la succession de visites de ses ministres, l'Italie a envoyé récemment son président. Sachant que la relation entre ce pays et l'Algérie est une copie conforme à celle avec l'Espagne et est composée des mêmes variables : le Trans-Mediterranean Pipeline qui traverse la Tunisie et une distance d'uniquement 174 miles nautiques (280 km) entre Skikda (Est algérien) et Cagliari (Italie), à moins que l'Algérie cède dans la discrétion ou négociation secrètes, la même tension pourrait surgir entre ces deux pays et qui sera augmentée par la solidarité de tous les États-membres de l'Union européenne, la France en tête.

Le roi de France et de ses colonies françaises en Afrique, le président Emmanuel Macron, son contrôle intégral et gestion de maître de la relation avec l'Algérie

Plus que les deux derniers présidents de la France, Emmanuel Macron, en jouant le premier a pris le contrôle intégral du processus de l'avilissement de l'Algérie et de sa révolution. En plus de jouer très dure avec l'histoire, il empêche même l'exécution intégral de l'hymne national algérien.

Mieux encore, il fait dans les enchères descendantes sur les questions conflictuelles entre les deux pays : de crimes contre l'humanité, il est passé à la qualification d'inexcusable les assassinats y compris par noyades d'Algériens en octobre 1961 à Paris .

Le roi de France, Emmanuel Macron, mis dans un pétrin politico-économique par le Royaume-Uni et les USA se venge en Algérie en l'installant dans un fratricide conflit avec le Mali et le Niger où il a réussi à maintenir le fiducide monétaire du franc CFA malgré toutes ses déclarations drapées dans l'hypocrisie humaniste.

Les gestes faussement généreux comme la récente invitation qu'il commet présentement ne sont qu'un petit jeu dans lequel l'État-major de l'armée algérienne s'enlise. En poussant le roi de France et de ses colonies africaines, le président Macron, à extraditer des Algériens, ce qu'il fera sans aucune gêne s'il est réélu, l'Algérie et par ses généraux jouent minablement.

« **The last but not the least** » : l'endettement international de l'Algérie

Avec toutes ces pressions et leurs mauvaises gestions par l'Algérie, il y a l'inévitable endettement international de l'Algérie qu'elle prépare déjà avec son adhésion à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Face à ce déluge, les Algériens n'ont qu'un et un seul menu : la force de son anthropologie, la paix, les sacrifices et le travail.

Cherif Aissat

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Cherif Aissat](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Cherif Aissat](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca